

FACE À LA MALADIE ET À LA DÉPENDANCE

LE DROIT AUX SOINS POUR TOU.TE.S !



En France, cinquième puissance économique mondiale,

- + Une personne sur quatre renonce à des soins pour des raisons financières.
- + En 2003, lors de la canicule, des milliers de personnes âgées dépendantes sont mortes, dans l'isolement et faute de soins.

Comment cela est-il possible dans un pays, disposant il y a peu, d'un des meilleurs systèmes de santé et de protection sociale dans le monde ?

Cette situation est la conséquence de choix politiques des gouvernements de droite et « de gauche » depuis trente ans. Aujourd'hui, Nicolas Sarkozy veut porter le coup de grâce aux institutions qui garantissent le droit à la santé : la Sécurité Sociale et l'Hôpital Public.

DES SOINS QUI NOUS COÛTENT DE PLUS EN PLUS CHER

Sous le règne de N. Sarkozy, la santé à plusieurs vitesses est devenue une réalité.

✗ En 2007 *instauration des « franchises »* (sur chaque boîte de médicament, les transports sanitaires..) qui sont un impôt sur la maladie. Les plus malades sont ceux qui paient le plus.

✗ *Les dépassements d'honoraires des médecins se généralisent* : il devient impossible dans certaines villes de trouver des spécialistes respectant les tarifs de la Sécu.

✗ *La part des soins remboursés par la Sécurité Sociale diminue*. Elle n'est en moyenne plus que de 55 % pour les soins de ville.

✗ En conséquence *les tarifs des mutuelles et assurances complémentaires explosent* : Entre 2001 et 2007, ils ont augmenté de 44 %. Pour 2010 la hausse sera en moyenne de 8 à 10 %.

✗ *Des médicaments utiles sont mal remboursés*, alors que d'autres nuisibles comme le Médiateur l'étaient ! Les profits des laboratoires pharmaceutiques ne connaissent pas la crise.

✗ Quant aux étrangers sans papiers, et sans ressources, le parlement vient de décider de les contraindre à acquitter 30 € pour accéder aux soins.

DES SOINS DE MOINS EN MOINS ACCESSIBLES

En 2009 la loi « Bachelot » (Hôpital Patients Santé et Territoires) a complété le plan « Hôpital 2007 », et les conséquences sont là :

✗ Les urgences, les services de chirurgie, les maternités des hôpitaux de proximité ferment les uns après les autres.

✗ Les services hospitaliers qui restent, sont débordés, (manque de lits, manque de personnel).

✗ Les délais pour consulter s'allongent.

WWW.NPA2009.ORG



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

- ✗ Les malades doivent très vite sortir de l'hôpital, même quand le retour au domicile pose problème.
- ✗ Le droit à l'avortement et la santé de milliers de femmes sont mis en cause par la fermeture des centres d'IVG.
- ✗ Avec la « tarification à l'activité », l'hôpital-entreprise doit devenir « rentable ». le soin est soumis à la gestion et non l'inverse. Avec les « plans de retour à l'équilibre » 18 000 emplois sont menacés, tandis que les emplois précaires se développent. L'extrême tension sur les effectifs et le fonctionnement à flux tendu des services aggravent la souffrance au travail des soignants et ne garantissent plus la qualité des soins.
- ✗ Les secteurs pouvant rapporter des profits sont abandonnés aux grands groupes de l'hospitalisation privée, cotés en bourse, dont les actionnaires empochent les bénéfices (Générale de Santé, Vitalia-fonds de pensions Blackstone-Orpéa, Korian...). Alors que l'hôpital public doit remplir ses missions sans moyens suffisants.
- ✗ La pénurie de professionnels de santé (médecins, infirmières) est organisée, aggravée par une mauvaise répartition sur le territoire.
- ✗ Sarkozy, suivant le rapport « Hubert » veut recentrer l'assurance maladie et la pratique des médecins généralistes vers les « risques lourds » et « à forte valeur ajoutée », les « petits risques » étant laissés aux assurances privées.

POURTANT RIEN DE TOUT CELA N'EST UNE FATALITÉ...

Notre société est bien assez riche pour permettre à chacun d'accéder aux soins, et aux personnes handicapées et (ou) âgées de vivre dignement.

Comme pour les retraites, la seule vraie question est : à quoi doivent servir les richesses que nous produisons ?
Le prétendu « déficit » de la sécurité sociale ou des hôpitaux c'est le CHOIX POLITIQUE de faire passer les profits des actionnaires avant les besoins de la grande majorité de la population.

- ✗ Entre 1980 et 2008 la part des salaires et des cotisations sociales (qui financent la sécurité sociale) a baissé de 8,8 % dans la richesse produite. Celle des profits a augmenté d'autant ; 5,3 % ont été versés aux actionnaires.
- ✗ Les employeurs sont exonérés chaque année de 30 milliards d'euros de cotisations sociales : bien plus que le « trou » de la Sécu !

Mais Sarkozy et son gouvernement veulent aller plus loin, ils veulent notamment réduire les remboursements à 100 % des maladies graves (ALD) et à terme en finir définitivement avec la Sécurité sociale, en ouvrant grand le « marché » de la santé et de la protection sociale aux assureurs ! Ils veulent instaurer un système « à l'américaine », dont chacun connaît les conséquences : on ne se soigne que si on en a les moyens !

OUI C'EST BIEN D'UN CHOIX DE SOCIÉTÉ QU'IL S'AGIT !

Pour le N.P.A., notre santé, vaut mieux que leurs profits ! C'est pourquoi nous exigeons

- ✗ Le remboursement à 100 % de tous les soins par l'assurance maladie, sans avance des frais (le tiers payant). C'est-à-dire la gratuité totale des soins, sans laquelle il n'y a pas d'égalité. L'interdiction du domaine de la santé aux assureurs privés : pas de profits sur le dos des malades !
- ✗ L'arrêt des restructurations hospitalières (abrogation du plan hôpital 2007 et de la loi « Bachelot »). Le maintien des hôpitaux de proximité avec des urgences, une maternité et un service de chirurgie.
- ✗ Un plan « emploi formation » pour la création de 120 000 emplois dans les hôpitaux.
- ✗ L'expropriation des actionnaires des cliniques privées, la transformation de ces établissements en hôpitaux publics et l'intégration de leurs personnels dans la fonction publique hospitalière, avec un seul statut public (à travail égal salaire égal).



- ✗ La création de centres de santé publics et gratuits dans les villes et les quartiers assurant la prévention, les soins, le suivi de santé, en lien direct avec l'hôpital public.
- ✗ La fin de la rémunération « à l'acte » de la médecine libérale. Aucun dépassement d'honoraires.

Pour financer l'ensemble de ces projets

- ✗ L'arrêt de toute exonération de cotisations sociales (dites patronales) et leur augmentation. L'augmentation des salaires, l'interdiction des licenciements, c'est autant d'argent en plus pour les caisses de sécurité sociale.
- ✗ L'expropriation des trusts pharmaceutiques et la création d'une industrie publique du médicament.

L'ensemble de ces propositions pour lesquelles le NPA se bat aujourd'hui, se situent dans la perspective d'une rupture avec cette société où le profit passe avant les besoins essentiels, elles préfigurent ce que pourrait être une société débarrassée de la dictature du profit !

IL FAUT SE DONNER LES MOYENS DE L'IMPOSER !

Mais, pour la santé, comme pour les retraites, imposer ces choix nécessite un rapport de force à la hauteur de l'enjeu et de la résistance du patronat et du gouvernement.

Le NPA (Nouveau Parti Anticapitaliste) a décidé de mener une campagne nationale, pour dénoncer les projets gouvernementaux sur la santé et la dépendance et montrer qu'il existe d'autres solutions. Il propose de le faire avec toutes les forces politiques, syndicales ou associatives qui partagent cette conviction. Mais, chacun l'a compris, depuis la mobilisation sur les retraites, pour remporter la victoire, de grandes manifestations et la grève de certains secteurs ne suffiront pas. Il faudra tous s'y mettre, tous ensemble dans la grève !

DÉPENDANCE

NOS MAMIES ET NOS PAPYS VALENT MIEUX QUE LEURS PROFITS



SARKOZY VEUT FAIRE PAYER LES PERSONNES ÂGÉES DÉPENDANTES ET LEUR FAMILLE.

Les personnes dépendantes sont des personnes qui ont besoin d'une tierce personne pour les actes de la vie quotidienne et souvent besoin de soins particuliers. A moins de 60 ans, on dit personne handicapée, après 60 on devient personne âgée dépendante. Pour le moment il y a encore deux législations différentes. C'est d'abord sur les personnes âgées dépendantes que Sarkozy veut frapper maintenant.



te



POUR PRENDRE CONTACT:

Envoyez vos coordonnées par courrier à : NPA, 2 rue Richard Lenoir - 93100 Montreuil

Ou par mail à : ecrire@npa2009.org

Nom :

Prénom :

Tél. :

Mail:

La prise en charge des personnes âgées dépendantes peut se faire soit à domicile avec des prestations (toilette, lever, cuisine...) payées par les conseils généraux (donc par les impôts locaux) via l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA), soit en institution, les EHPAD (Établissement d'Hébergement Personnes Âgées Dépendantes), qui reçoivent aussi une APA spécifique du département. Le montant de l'APA dépend du degré de dépendance et des revenus des personnes concernées.

Pour le gouvernement, il faut en finir avec ce système de droit universel, pris en charge collectivement. Chacun ou sa famille devra payer de sa poche les prestations, comme il paie, fort cher, le prix de l'hébergement. Sauf pour les plus pauvres qui seront secourus par l'aide sociale départementale. Par contre, les marchands de personnes âgées et les assurances peuvent s'en mettre plein les poches. Quand Sarkozy prétend ouvrir une cinquième branche de la Sécu, c'est un mensonge éhonté. C'est au contraire une machine de guerre contre la Sécu.

UNE ATTAQUE FRONTALE, D'ENSEMBLE CONTRE LES PERSONNES ÂGÉES DÉPENDANTES.

Dans le projet du gouvernement, L'APA ne financerait plus que trois niveaux de dépendance au lieu de quatre actuellement.

Il est prévu :

✗ Une assurance dépendance obligatoire à partir de 50 ans « *qui se substituera au régime actuel de l'APA* ». De quoi enrichir les assurances privées comme AXA ou Malakoff Médéric dont le président n'est autre que le frère de Sarkozy.

Il y a là, pour eux, un immense marché juteux à conquérir.

✗ Si les personnes âgées ou leur famille ne veulent pas payer cette assurance ou les frais qui resteraient à leur charge en plus, il est prévu que les départements récupèrent les sommes versées sur leur patrimoine.

✗ La limitation forfaitaire des frais de soins des patients attribués aux établissements. Si ce forfait est dépassé, que se passera-t-il ?

✗ Pour les retraités, augmentation de la CSG et paiement de la contribution solidarité autonomie. De la solidarité on passe à l'assurance : chacun paie en fonction du « risque » qu'il représente !

CE QUE NOUS PROPOSONS: POUR UN SERVICE PUBLIC DE LA DÉPENDANCE.

✗ Il faut en finir avec les établissements et les services privés dont le seul objectif est d'engraisser leurs actionnaires, il faut construire de nouveaux EHPAD publics.

✗ Pour des établissements et services publics de proximité, avec du personnel suffisant sous statut public suffisant (et non des professionnels libéraux, ou précaires), médical, para médical, d'animation, d'aide à la vie sociale, ce qui est loin d'être le cas actuellement.

✗ Du personnel formé aux problématiques des personnes dépendantes, avec des conditions de travail décentes et titulaires.

✗ Assurer l'égalité de traitement des personnes dépendantes sur tout le territoire. Pour les personnes ayant de graves problèmes de santé, il faut relancer des services de soins de longs séjours de qualité.

POUR UN FINANCEMENT PAR LA SÉCU. OUI À L'EXTENSION DE LA SÉCU POUR LA PRISE EN CHARGE DES PERSONNES ÂGÉES DÉPENDANTES.

✗ Il ne serait pas normal de faire payer les soins pour un cancer par les malades ou leurs familles. Il n'est pas plus acceptable que les personnes dépendantes ou leur famille paient pour des prestations de vie sociale en fonction de leur revenu.

✗ Accepter l'un aujourd'hui, c'est accepter l'autre demain. Il faut défendre un droit général, universel, pour tous aux soins gratuits. Et pour cela le financement de la dépendance (dans et hors institution) doit être à 100 % pris en charge par la sécurité sociale.